

que, lorsqu'il est obligé de condenser son discours en vingt-cinq ou trente minutes, il réussit à dire sa pensée bien plus facilement que lorsqu'il lui faut beaucoup de temps pour préparer une entrée en matière sur laquelle il ne base pas son argumentation. Mon honorable ami a contracté en ces derniers temps l'habitude de sermoner, habitude à laquelle il n'a pas dérogé pendant son discours de vingt minutes. Il n'a pas oublié ses anciens jours de l'université, alors que sa principale occupation était de faire la leçon aux étudiants. Il promène ses regards de ce côté-ci de la Chambre—et ce n'est pas la première fois—et nous dit que nous avons perdu le sens de la mesure, que nous nous désintéressons de la guerre. Je lui dirai qu'il ne sait pas ce que veut dire s'intéresser à la guerre. (Exclamations.) Du fond du cœur, où se trouve la source de toutes les angoisses, il ignore ce que c'est que de s'intéresser à la guerre; il n'a pas le droit de nous faire la leçon dans cette Chambre, à personne d'entre nous qui nous intéressons autant à la guerre qu'il peut s'y intéresser lui-même. Je veux bien qu'il donne des conseils, mais lorsqu'il prend son ton de professeur et qu'il fait la leçon aux deux côtés de la Chambre sur notre manque de sens de mesure et nous reproche de ne pas donner à cette guerre toute l'attention que la situation exige, je considère qu'il s'arroge un rôle pour lequel il n'a pas les aptitudes voulues.

Mon honorable ami dit qu'il lui répugne beaucoup d'avoir une élection en temps de guerre.

Il partage avec d'autres la responsabilité de l'envoi de bulletins en Europe en vue d'y tenir une élection en temps de guerre; il siégeait au Conseil privé et il a autorisé la dépense des deniers publics illégalement, suivant moi, pour l'impression de bulletins et leur envoi en toute hâte en Angleterre, en prévision d'une élection en temps de guerre, à une époque où tout le monde était occupé à mener une vigoureuse campagne en faveur du recrutement.

Le très hon. sir ROBERT BORDEN: Je rappellerai au souvenir de l'honorable député que tout cela a été fait en conformité des dispositions d'une loi adoptée par le Parlement et c'est le plaidoyer qu'a fait l'honorable député à l'appui d'une telle proposition qui a décidé le Gouvernement à faire édicter cette mesure.

L'hon. M. GRAHAM: Si le premier ministre est aussi éloigné de la vérité sur les autres sujets que sur celui-ci, je ne m'é-

tonne plus qu'un certain nombre de ses partisans réclament un chef et une direction. Il n'essaiera toujours pas de soutenir que parce qu'une certaine loi était inscrite dans nos statuts, il fallait nécessairement expédier des bulletins en Europe afin de tenir une élection. Nous avons une loi électorale en permanence dans nos statuts, mais nous ne passons pas notre temps pour cela à colporter des bulletins, car des élections n'ont pas lieu continuellement. Cette loi a été inscrite dans nos statuts, pour le cas où il serait nécessaire de tenir une élection pendant la durée de la guerre. Or, la meilleure preuve que le Gouvernement avait l'intention de précipiter une élection à cette époque, c'est qu'il a fait expédier en Angleterre les bulletins destinés aux soldats. Le premier ministre nous fait la leçon; son parti serait le seul à faire preuve d'énergie et de décision dans le soutien de la présente guerre.

Quelques DEPUTES: Très bien; très bien!

L'hon. M. GRAHAM: Or, voici comment ces messieurs ont manifesté leur énergie et leur ardeur guerrière dans l'ordre financier: ils ont engagé le Parlement à déclarer qu'un capital-actions, déjà proclamé sans aucune valeur par nos adversaires, a bel et bien une valeur, et d'y trouver prétexte à saigner le pays de plusieurs millions de dollars. En second lieu, c'est d'obliger le pays à verser des millions et des millions de dollars à ses amis de Toronto et de Québec, si bien que l'honorable député de Kingston (M. Nickle), a fini par se révolter. C'est encore de faire voter un quart de million de dollars pour la construction de nouvelles lignes de téléphone par tout le pays pour des fins électORALES, en vue des élections prochaines, bien que nous eussions la promesse formelle du ministre des Finances et du ministre des Travaux publics que de nouveaux travaux ne seraient pas commencés d'ici à la conclusion de la paix.

Monsieur l'Orateur, il est de la plus haute importance de ménager les ressources financières du pays à l'heure qu'il est. Or, je regrette d'être dans l'obligation d'affirmer que le Gouvernement, à la présente session, a gaspillé des millions pour des entreprises qui sont loin d'être urgentes, du moins pendant la guerre; cette conduite a donc plus contribué que tout ce qu'a fait ou pourrait faire l'opposition pour gêner l'effort que fait le Canada en vue du soutien de la guerre.